

# Bac 2026 : corrigé de philosophie, Antilles Guyane

**Proposition de corrigé - non officielle.** Baccalauréat général, session 2026, philosophie, Antilles Guyane. Les trois choix du sujet sont traités : deux dissertations et une explication de texte.

[Sujet officiel](#) · [Annales de ce concours ou examen](#)

## Sujet 1 - L'État et la lutte contre l'injustice

### Problème

L'injustice ne désigne pas seulement une infraction : elle peut aussi prendre la forme d'une inégalité de traitement ou d'une règle légale contestable. L'État dispose de moyens que les individus n'ont pas, mais il peut lui-même produire ou maintenir des injustices. « Principalement » conduit à discuter une responsabilité prioritaire, sans en faire une responsabilité exclusive.

### Plan développé

**1. L'État possède une responsabilité particulière.** Une règle commune, une justice indépendante et des services accessibles permettent de traiter les personnes autrement que selon leur force ou leur richesse. Si chaque victime devait se faire justice, l'égalité dépendrait des ressources personnelles. L'action publique doit donc rendre les droits effectifs, et non se contenter d'énoncer une égalité abstraite.

**2. L'État n'est pas nécessairement juste parce qu'il est puissant.** Une loi peut instituer une discrimination ; une administration peut appliquer une règle de manière arbitraire. Assimiler justice et légalité empêcherait de critiquer ces situations. Les citoyens, les associations et les contre-pouvoirs jouent alors un rôle indispensable : rendre une injustice visible, soutenir les personnes concernées et contester une décision.

**3. La responsabilité principale doit s'accompagner d'un contrôle collectif.** Seule la puissance publique peut garantir durablement des règles valables pour tous, mais elle a besoin d'informations, de critiques et de recours. La solidarité personnelle ne remplace pas des institutions justes ; les institutions ne dispensent pas chacun de respecter autrui. Une entreprise qui discrimine ou un individu qui humilie ne peut rejeter toute responsabilité sur l'État.

**Conclusion.** Il revient principalement à l'État de garantir la lutte contre l'injustice, car il détient les moyens de rendre les droits communs effectifs. Cette mission exige cependant des limites à son pouvoir et la participation de la société.

## Sujet 2 - Peut-on concevoir une humanité sans religion ?

Une humanité sans religion peut signifier une humanité sans institutions religieuses ou, plus largement, sans croyance au sacré. La disparition d'une Église ne suffit pas à établir la disparition de toute expérience religieuse. Le sujet demande d'abord si une telle humanité est pensable, et non de prévoir avec certitude son avenir.

**1. La religion répond à des interrogations humaines durables.** La mort, la souffrance et l'origine du monde peuvent susciter des récits, des rites et des communautés. Ces fonctions expliquent pourquoi la religion peut sembler inséparable de l'humanité. Mais expliquer la persistance d'un besoin n'établit pas que ce besoin ne puisse recevoir qu'une réponse religieuse.

**2. Des formes non religieuses de sens et de morale sont concevables.** Un individu peut agir par respect d'autrui, chercher à connaître et donner une direction à sa vie sans se référer à une révélation. Une solidarité fondée sur la reconnaissance de notre vulnérabilité commune constitue un exemple. Il faut donc distinguer absence de religion, absence de morale et absence de sens.

**3. Concevoir cette possibilité ne permet pas d'affirmer qu'elle sera universelle.** Les convictions et les expériences humaines restent diverses. Une humanité sans religion est logiquement pensable si l'on n'identifie pas par définition l'humanité à la foi ; elle n'est ni un fait acquis ni une nécessité historique. L'enjeu politique est aussi de permettre la coexistence de croyants et de non-croyants sans imposer à tous la même réponse.

## Sujet 3 - Explication du texte d'Iris Murdoch

### Thèse

Étudier peut être un exercice moral parce que l'attention à une réalité indépendante oblige à renoncer à la complaisance envers soi. Murdoch ne prétend pas que toute connaissance rend automatiquement son détenteur bon : elle distingue la discipline de l'étude et le mauvais usage possible d'un savoir.

### Les étapes du raisonnement

**L'apprentissage d'une langue rencontre une résistance réelle.** Le russe possède des règles que l'apprenant ne peut modifier à sa convenance. Le progrès est lent et reste inachevé. La connaissance se mesure à l'attention portée à cet objet, plutôt qu'à l'image avantageuse que l'on voudrait avoir de soi. L'autorité évoquée est celle de la structure étudiée, pas une obéissance aveugle à un professeur.

**Cette attention forme l'honnêteté et l'humilité.** Reconnaître une ignorance est déjà renoncer à une prétention. La même disposition doit conduire le chercheur à accueillir un fait défavorable à sa théorie. Dans les deux cas, la réalité impose de corriger son jugement. L'amour de la langue ne désigne donc pas une possession : il détourne l'apprenant de lui-même vers ce qui lui résiste.

**La valeur morale de l'étude n'efface pas le problème de ses usages.** Une compétence peut servir des fins nuisibles. Murdoch envisage même qu'un chercheur renonce à certaines recherches lorsqu'il redoute leurs conséquences. Cette réserve interdit d'assimiler talent technique et vertu. Elle ne détruit cependant pas l'argument central : dans l'exercice ordinaire de l'étude, apprendre à voir justement une réalité contribue à apprendre à ne pas la déformer pour se satisfaire.

**Conclusion.** Le texte relie connaissance et moralité par une disposition précise, l'attention. Une explication convaincante montrera cette relation, puis la limite explicitement reconnue concernant les usages du savoir.